



# DÉCLARATIONS ET DISCOURS

DIVISION DE L'INFORMATION  
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

OTTAWA - CANADA

1	
2	<i>[Signature]</i>
3	
4	<i>[Signature]</i>
5	<i>[Signature]</i>
6	<i>[Signature]</i>
7	
8	<i>[Signature]</i>
9	
10	
11	
12	<i>[Signature]</i>
13	
14	

N° 67/20

## LE CANADA FACE A LA POLITIQUE DES ÉTATS-UNIS A L'EGARD DU VIETNAM

Texte du discours prononcé par le premier ministre  
M. L.B. Pearson, à la Chambre des communes, le 24  
mai 1967.

*opo*

A mon sens, la politique des États-Unis au Vietnam n'a pas pour objet l'agression. Je suis convaincu que les États-Unis sont intervenus au Vietnam, à la demande du Gouvernement du Vietnam du Sud, uniquement afin d'aider ce pays à se défendre contre les attaques armées et le terrorisme subversif, visant à empêcher le peuple sud-vietnamien de décider lui-même de son développement économique et de son régime politique, au lieu de se voir imposer, sous les apparences d'une lutte de libération, une solution tout à l'avantage du régime communiste totalitaire du Vietnam du Nord; ce dernier, d'ailleurs, n'a nullement l'intention de laisser à son peuple le libre choix quant à son régime social, économique ou politique.

M. Bundy, qui a joué un rôle important naguère comme conseiller du président en matière de politique étrangère, a écrit ceci: "La politique des États-Unis se fonde toujours sur la ferme conviction que nous devons être prêts à tout mettre en oeuvre pour tâcher d'empêcher les communistes de s'emparer du Vietnam du Sud par la force et la terreur."

Nous pouvons ne pas souscrire à cette politique, mais ces paroles sont, d'après moi, une explication logique de la politique suivie par des Américains qui sont des hommes de bonne volonté et aussi pacifiques que nous. Je puis comprendre leur attitude sur ce point. Cela ne signifie pas qu'un gouvernement canadien doive appuyer ou approuver toutes les mesures prises ou adoptées par les forces des États-Unis au Vietnam, sans parler des gouvernements de Saïgon -- n'oublions pas qu'il y en a eu plus d'un -- pour atteindre leurs fins. Et lorsque j'ai jugé nécessaire parfois de me prononcer publiquement sans m'en tenir à la seule diplomatie... je l'ai bien fait comprendre.

J'ai parlé publiquement quand j'ai cru bon et utile de le faire. Il y a deux ans, à Philadelphie, j'ai proposé un arrêt des bombardements pour une fin que je croyais utile. Plus tard, j'ai été le seul chef d'un gouvernement occidental, je pense, à déplorer publiquement la reprise des bombardements. Je le déplore encore. Pour moi, c'était une grave erreur de la part du Gouvernement des États-Unis que de reprendre alors les bombardements dans les circonstances où il l'a fait. Mais cela ne signifie pas et ne signifiera pas, dans les cir-

constances actuelles en tout cas, que nous devrions être du nombre de ceux qui condamnent en chœur les États-Unis pour le simple fait de leur présence au Vietnam. Cela, c'est une autre affaire.

Si c'est là notre position, nous ne ferons rien de constructif en faisant des États-Unis les seuls coupables et les seuls responsables des événements survenus là-bas et en voulant par la même occasion censurer en quelque sorte les États-Unis. En adoptant ces tactiques, quiconque exerce des fonctions comportant des responsabilités au sein du gouvernement--et c'est sûrement mon cas--couperait, ou affaiblirait certainement, me semble-t-il les voies de communication officielle entre Ottawa et Washington à cet égard et je ne saurais croire que cela puisse donner quelque chose d'utile, surtout si nous croyons pouvoir employer ces voies de communication pour dispenser de bons conseils à nos amis...

J'appuie sans détour la déclaration faite par sa Sainteté le Pape hier (laquelle réclamait l'arrêt des bombardements et la cessation de l'infiltration) car c'est une déclaration qui a été faite par les membres de mon parti, ici même et à l'extérieur de la Chambre, lorsque nous avons réclamé l'arrêt des bombardements ainsi que la cessation de l'infiltration de troupes du Nord dans le Sud.

Il n'y a pas qu'un seul aspect à la question. Elle peut donner lieu à des divergences d'opinions très franches, très sincères et même dictées par les sentiments. Hier soir, j'examinais le dossier des offres de négociation faites depuis deux ans ou deux ans et demi; chacune d'elles a été rejetée par le Gouvernement d'Hanoï et acceptée par le Gouvernement de Washington... Nous ne devrions pas cesser pour cela de chercher une proposition qui agréerait à tous les intéressés et nous poursuivrons naturellement nos efforts.

J'ai lu un éditorial l'autre jour dans un journal très réputé, le Star de Washington. L'éditorialiste y écrit:

"De l'avis du Star, les États-Unis devraient cesser de bombarder le Vietnam du Nord, mais nous n'avons rien à reprocher au gouvernement pour sa façon de faire la guerre jusqu'à maintenant. La décision de commencer les bombardements était nécessaire et motivée. Pourquoi un agresseur jouirait-il de la sécurité sur son propre sol, tout en faisant la guerre à ses voisins. Une escalade prudente des bombardements, sous réserve de sévères restrictions quant au choix des cibles, semblait devoir ramener Hanoï à la raison et nous l'avons appuyée sans hésiter.

Mais...

L'éditorial poursuit:

...Il importe cependant de soumettre toute stratégie militaire à une révision et à une réévaluation permanentes. Il faut se demander si les avantages compensent les risques et si les résultats escomptés

sont à portée de la main. Il faut guetter le moment où un changement de stratégie peut rapporter des avantages plus grands à un moindre risque. Ce moment est venu. Ne disons rien, n'expliquons rien, évitons réserves et limitations quant à notre nouvelle stratégie. Arrêtons les bombardements et attendons la réaction de l'ennemi..."

Je suis certain que le Gouvernement de Washington examine minutieusement cette suggestion qui au cours des semaines écoulées a fait écho dans bon nombre de secteurs aux États-Unis.

Je ne suis pas d'avis toutefois que l'adoption de ce sous-amendement par la Chambre, qui est un parlement étranger aux États-Unis, rejoindrait notre objectif: la cessation de la guerre. Cet amendement, que je sache, n'a été proposé par aucun parlement ami des États-Unis et une telle proposition à mon avis ne servirait par notre but.

Je prévois même l'effet contraire si notre Parlement, étranger qu'il est aux États-Unis, se mettait à donner ce conseil officiel. Je pense aussi, que nous devrions éviter d'être trop optimistes quant aux résultats qui pourraient découler d'une éventuelle cessation des bombardements au Vietnam du Nord. Je n'oserais pas, pour ma part, m'attendre à la paix et à un règlement négocié du conflit si les bombardements venaient à cesser demain.

Nous pourrions très bien--et quand je dis nous, j'entends les pays occidentaux, les amis des États-Unis--nous trouver, comme cela nous est déjà arrivé, devant une escalade d'exigences de la partie adverse. Il serait donc souhaitable, à mes yeux de chercher à connaître la réaction possible d'Hanoï à une cessation immédiate et sans conditions des bombardements dans le Nord. Mettrait-il fin aux combats et entreprendrait-il des pourparlers? D'autre part, s'il refusait ou posait une nouvelle condition, le risque d'une escalade massive serait-il aggravé? C'est là un autre élément dont nous devons tenir compte.

---

S/C